

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 574/Juin 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2019

Un climat des affaires morose

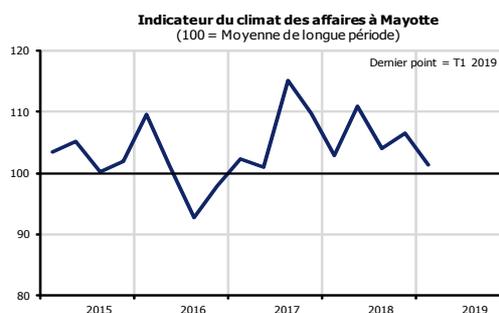
Repli de l'ICA

Au 1^{er} trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en recul de 5,3 points pour s'établir à 101,3 points, soit 1,3 point au-dessus de sa moyenne de longue période.

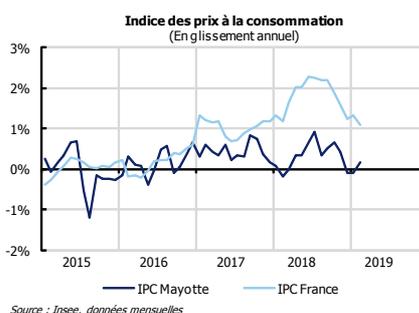
Ce repli, porté aussi bien par les réalisations du 1^{er} trimestre (-2,4 points) que par les prévisions du trimestre à venir (-2,9 points), traduit la morosité du moral des chefs d'entreprise. Les grandes entreprises expliquent cet état d'esprit par la mise en place des 35 heures, qui a sensiblement perturbé l'organisation du temps de travail, notamment dans le secteur du commerce. Pour leur part, les PME continuent de déplorer des délais de paiement trop longs. Enfin, l'ensemble des chefs d'entreprise témoigne de difficultés quant au recrutement d'une main-d'œuvre qualifiée.

Accompagnée par une diminution des prix, la consommation des ménages se maintient, en dépit de la baisse de fréquentation des magasins constatée par une partie des chefs d'entreprise du secteur commercial. Grâce à un effet de rattrapage, en lien avec les problèmes de livraison de la fin d'année 2018, les importations enregistrent une hausse conséquente au cours du trimestre. Enfin, le marché du travail est marqué par un retour à la hausse de la demande d'emploi. Les intentions d'investir fléchissent légèrement tout en demeurant élevées, alors que les réalisations sont atones.

L'activité globale demeure défavorablement orientée, notamment en raison des résultats mitigés enregistrés dans les secteurs du commerce et du BTP.



Baisse des prix en début d'année



L'indice des prix à la consommation (IPC) est en repli de 0,8 % par rapport au 4^e trimestre 2018. Cette évolution est attribuable à la baisse conjointe des prix des produits manufacturés (-1,2 %), des services (-0,7 %) et de l'alimentation (-0,4 %), alors que les prix de l'énergie sont stables.

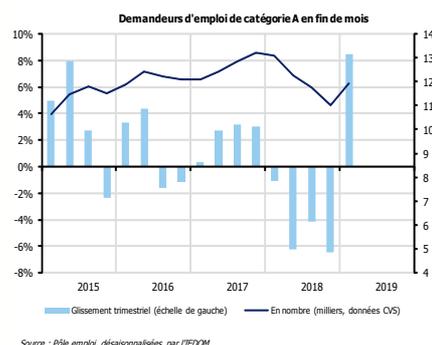
En glissement annuel, alors que, dans l'Hexagone, l'inflation maintient sa progression avec une hausse des prix de 1,1 %, à Mayotte, l'IPC croît légèrement (+0,2 %) : les prix des services, de l'alimentation et de l'énergie sont en progression respective de 2,3 %, 2,1 % et 1,7 %, ceux des produits manufacturés étant en recul de 4,9 %.

La demande d'emploi repart à la hausse

Au 1^{er} trimestre 2019, la demande d'emploi repart à la hausse après un recul sur trois trimestres consécutifs¹. Ainsi, Pôle emploi recense 11 929 demandeurs d'emploi en fin de mois de la catégorie A (DEFM A), soit une progression de 8,5 % (CVS) par rapport au 4^e trimestre 2018.

Toutes les catégories d'âge sont concernées par cette hausse. Ainsi, par rapport au 4^e trimestre 2018, les demandes d'emploi des moins de 25 ans progressent de 4,8 %, des 25 à 49 ans de 7,3 % et des plus de 50 ans de 3,8 %. Cette tendance se vérifie par ailleurs aussi bien pour les femmes (+6,7 %) que pour les hommes (+4,4 %).

En glissement annuel, toutes les catégories d'âge sont affectées par la rupture survenue en 2018 (-8,8 % du nombre de DEFM A par rapport au 1^{er} trimestre 2018, CVS), à l'exception des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans qui continuent de croître (+8,6 %).



Une consommation des ménages dynamique

Au 1^{er} trimestre 2019, les ménages continuent de s'équiper aussi bien en électroménagers qu'en véhicules (+38,2 % pour les importations de biens d'équipement et +14,7 % pour les immatriculations de véhicules neufs par rapport au 4^e trimestre 2018, CVS). Il en est de même de la demande de produits courants, les importations de biens de consommation non durables progressant de 8,9 %. Cette tendance devrait se poursuivre au 2^e trimestre, compte tenu de la période du ramadan, symptomatique d'une consommation effrénée.

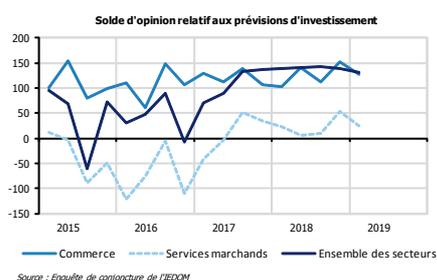
En glissement annuel, les évolutions sont encore plus marquées, dans la mesure où la crise du début d'année 2018 s'était traduite par une inflexion du niveau des indicateurs de consommation des ménages. Ainsi, les importations de biens d'équipement, les immatriculations de véhicules neufs et les importations de produits courants sont en progression respective de 69,5 %, 39,1 % et 34,3 %.

L'activité bancaire des ménages est particulièrement dynamique au cours du trimestre, l'encours des crédits à la consommation étant en hausse de 5,1 % ; en glissement annuel, cette croissance est de 19,3 %. Enfin, comme au précédent trimestre, les retraits de cartes bancaires augmentent (+16,7 %), contrairement aux interdictions bancaires de personnes physiques, en repli de 3,2 %.

Toutefois, les chefs d'entreprise de la grande distribution déplorent des difficultés de mise en œuvre des 35 heures ainsi qu'une baisse de fréquentation de plusieurs points de vente. Cet ensemble de facteurs a des répercussions sur une activité perçue défavorablement par les commerçants et ce, pour le quatrième trimestre consécutif.



L'investissement demeure atone



Les intentions d'investir demeurent élevées malgré un léger fléchissement au cours du trimestre. Toutefois, une question se pose sur l'application à Mayotte des conventions collectives nationales des grands groupes, qui impliquera une équivalence entre le salaire brut de la métropole et celui de Mayotte. Or, avec des charges sociales actuelles moins élevées à Mayotte, le niveau des salaires nets y est plus élevé qu'en métropole. Dans ces conditions, les grands groupes sont perplexes sur la façon de compenser la future augmentation des charges sociales (après alignement progressif) pour sauvegarder le pouvoir d'achat de leurs salariés. Il en ressort un impact négatif potentiel sur leur capacité future à investir.

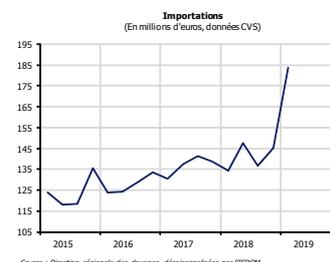
Dans le sillage des importations de biens destinées aux ménages, celles des entreprises enregistrent une hausse significative au cours du trimestre : les biens d'équipement professionnel et les biens intermédiaires sont en hausse respective de 39 % et 31,2 % par rapport au 4^e trimestre 2018, et de 49,3 % et 48,1 % en glissement annuel (CVS). S'agissant de l'activité bancaire, les crédits d'investissement sont en recul de 3,3 % (et -5,1 % sur un an), signe d'un investissement qui demeure atone. Toutefois, l'encours global des crédits octroyés aux entreprises progresse de 2,5 % (+5,7 % sur un an), tiré par le dynamisme des crédits immobiliers (+16,6 % sur le trimestre et +33,5 % sur un an).

¹ L'année 2018, marquée par la crise sociale a enrayé la formalisation du marché du travail en empêchant plusieurs demandeurs d'emploi d'actualiser leur dossier, ce qui a entraîné une baisse de la demande. Par ailleurs, la dématérialisation mise en place en octobre et la fin du dispositif des emplois aidés peuvent également expliquer cette rupture.

Hausse des importations liée à un effet statistique

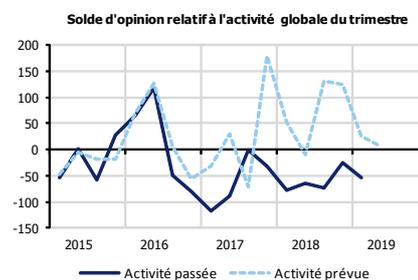
Faisant suite à de nombreux retards dans la livraison de conteneurs en fin d'année 2018, en raison de la crise des Gilets jaunes à La Réunion, la reprise et le rattrapage des livraisons permettent d'enregistrer une progression des importations de 26,4 % par rapport au 4^e trimestre 2018. En glissement annuel, la croissance est de 36,6 % (CVS). Ces résultats sont donc à nuancer, compte tenu des blocages qui ont paralysé l'ensemble de l'économie au 1^{er} trimestre 2019.

Cette évolution est portée tant par la hausse des importations destinées aux ménages que par celle liée aux activités des entreprises : les importations de produits de consommation des ménages sont en progression de 38,2 % pour les biens d'équipement et de 8,9 % pour les produits courants. Sur un an, la croissance est encore plus marquée (respectivement +69,5 % et +34,3 %). Pour leur part, les importations de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires sont en hausse respective de 39 % et 31,2 % sur le trimestre et 49,3 % et 48,1 % sur un an.



Le commerce et le BTP pèsent sur l'activité globale

Les timides perspectives annoncées en fin d'année 2018 ne se sont pas concrétisées. Au 1^{er} trimestre 2019, l'activité globale continue d'être défavorablement perçue par les chefs d'entreprise. Les secteurs du commerce et du BTP constituent les principales causes de la morosité qui marque l'activité. Bien que moins bien orientées par rapport au précédent trimestre, les prévisions demeurent toutefois légèrement favorables.

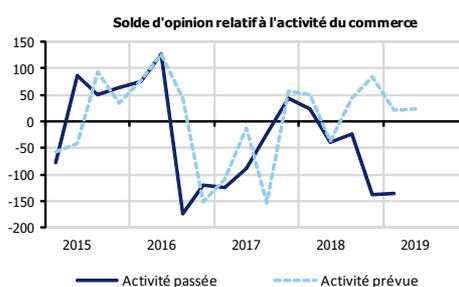


Un début d'année compliqué pour le BTP

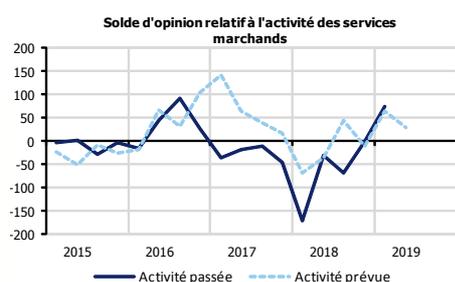
Après l'embellie du 4^e trimestre 2018, pour le 1^{er} trimestre 2019, les chefs d'entreprise du **BTP** déplorent une baisse importante de leur activité, conjuguée à une perception défavorable de l'évolution des charges. Toutefois, quoique dégradées par rapport au précédent trimestre, les trésoreries résistent. Les chefs d'entreprise ne s'attendent pas à un retour favorable de l'activité au trimestre suivant. Ils anticipent d'ailleurs une dégradation des charges et un allongement des délais de paiement. Ces prévisions auront des répercussions sur les situations de trésorerie, déjà mal orientées pour le trimestre en cours, ainsi que sur les intentions d'investir.

Un climat dégradé pour les commerçants

Les chefs d'entreprise du secteur du **commerce** font état d'une dégradation de leur activité et ce, pour le quatrième trimestre consécutif. Ils font également état d'une baisse des effectifs ainsi que d'une mauvaise perception des prix en raison d'une concurrence accrue. L'évolution des trésoreries reste mal orientée, pour le quatrième trimestre consécutif également. À priori, cette situation financière ne devrait pas s'améliorer au 2^e trimestre, compte tenu de la dégradation anticipée des délais de paiement et des charges. Toutefois, une nette amélioration est prévue en termes d'embauches, ce qui traduit un léger optimisme quant à un retour de l'activité au 2^e trimestre. Enfin, les intentions d'investir sont maintenues.



Les services marchands retrouvent une activité bien orientée



Le regain d'activité perçue par les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** au 4^e trimestre 2018 s'est concrétisé en début 2019 avec un retour favorable de l'activité, attendu depuis fin 2016. Ce dernier devrait se maintenir avec une hausse prévue des embauches et une meilleure perception des prix à partir du trimestre en cours. Bien orientés en début d'année, les charges et les délais de paiement devraient se maintenir, traduisant une amélioration des situations de trésorerie à partir du 2^e trimestre. En phase avec ce dynamisme, la volonté d'investir des chefs d'entreprise se maintient.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE REGIONALE BIEN ORIENTEE, EXCEPTE EN AFRIQUE DU SUD

L'économie sud-africaine replonge au premier trimestre 2019, avec une baisse de 3,2 % du PIB en volume (en rythme trimestriel annualisé). En 2018, l'activité économique a été atone (+0,8 % de croissance annuelle), du fait d'un début d'année mal orienté (-2,7 % au premier trimestre 2018 et -0,5 % au deuxième). Début 2019, la consommation des ménages recule de 0,8 %, l'investissement de -4,5 % et les exportations de biens et services de -26,4 %, provenant largement d'une chute des échanges de métaux et métaux précieux. Parallèlement, la banque centrale décide de maintenir son taux directeur à 6,75 % en janvier et en mai 2019.

Au premier trimestre 2019, la fréquentation touristique aux Seychelles poursuit sa reprise observée en fin d'année (+10,7 % sur un an après +11,5 % au quatrième trimestre 2018). Autres sources de recettes extérieures, les exportations de produits de la pêche bondissent de 42 % sur un an (+11,3 % au quatrième trimestre 2018 et +14,2 % au troisième).

À Madagascar, les dirigeants des banques jugent favorablement l'octroi de crédits aux entreprises au premier trimestre 2019, notamment dans les secteurs du commerce, transport, agriculture et distribution pétrolière. Cependant, la demande extérieure s'inscrit en net retrait avec une fréquentation touristique et des exportations de biens en chute libre (respectivement -82 % sur un an et -52 %).

La croissance économique de l'île Maurice est très dynamique fin 2018, avec une augmentation de 1,8 % du PIB en volume au quatrième trimestre 2018 après +1,2 % au troisième trimestre 2018. La croissance annuelle se maintient ainsi à 3,8 % pour la troisième année consécutive. Cette bonne orientation de l'économie mauricienne provient d'une consommation des ménages dynamique (+3,5 % en 2018) et des investissements en plein essor (+19 % sur un an), notamment en biens d'équipement (+33,8 %). Dans ce contexte, la Banque centrale maintient sa politique monétaire, avec un taux directeur stable à 3,5 %.

L'activité économique aux Comores poursuit son redressement enclenché depuis 2016, avec une croissance économique estimée à 2,8 % en 2018 selon le FMI (après +2,7 % en 2017).

Sources : Banques centrales, institutions nationales

FLECHISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipés pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.